

Le Grand Maghreb: Opportunités, défis et perspectives pour un développement durable et inclusif

Pr. Kamel GHAZOUANI

IHEC, Carthage, Tunisie, kamel.ghazouani@ihec.rnu.tn

Résumé : Le Grand Maghreb, une région regroupant cinq pays d'Afrique du Nord, offre un potentiel considérable pour un développement durable et inclusif. Cette région, riche en ressources naturelles, bénéficie d'une position géographique stratégique reliant l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, ce qui en fait un carrefour essentiel pour le commerce international. Les opportunités incluent une croissance économique basée sur la diversification des économies, le développement des énergies renouvelables, notamment solaire et éolienne, et une main-d'œuvre jeune et dynamique. Cependant, les défis sont multiples. Les tensions politiques persistantes, le manque d'intégration régionale et les disparités économiques et sociales freinent le développement harmonieux de la région. De plus, la dégradation environnementale, liée au changement climatique et à l'exploitation non durable des ressources, constitue une menace majeure. Pour surmonter ces défis, le Grand Maghreb doit adopter une approche régionale fondée sur la coopération et la durabilité. La promotion d'une gouvernance inclusive, l'investissement dans l'éducation et l'innovation technologique, ainsi que la transition énergétique, sont des priorités. En outre, des initiatives transfrontalières, comme la gestion commune des ressources en eau, peuvent renforcer la résilience climatique. Le Grand Maghreb a le potentiel de devenir un modèle de développement durable et inclusif, mais cela nécessite un engagement politique fort, une intégration régionale accrue, et des stratégies axées sur l'équité et la durabilité.

Mots Clés : Maghreb, développement, intégration, hydrocarbure, résilience, inclusif, durable

Abstract: The Greater Maghreb, a region comprising five North African countries, offers considerable potential for sustainable and inclusive development. This region, rich in natural resources, benefits from a strategic geographical position linking Africa, Europe and the Middle East, making it a key crossroads for international trade. Opportunities include economic growth based on the diversification of economies, the development of renewable energies, particularly solar and wind, and a young and dynamic workforce. However, the challenges are multiple. Persistent political tensions, the lack of regional integration, and economic and social disparities hamper the harmonious development of the region. In addition, environmental degradation, linked to climate change and unsustainable exploitation of resources, constitutes a major threat. To overcome these challenges, the Greater Maghreb must adopt a regional approach based on cooperation and sustainability. Promoting inclusive governance, investing in education and technological innovation, as well as the energy transition, are priorities. In addition, transboundary initiatives, such as joint water resource management, can strengthen climate resilience. The Greater Maghreb has the potential to become a model of sustainable and inclusive development, but this requires strong political commitment, increased regional integration, and strategies focused on equity and sustainability.

Key Words: Maghreb, development, integration, hydrocarbon, resilience, inclusive, sustainable

Classification JEL : F15, F5

1. Introduction

Le Maghreb désigne une région géographique, historique et culturelle située en Afrique du Nord. Le terme « Maghreb » vient de l'arabe « al-Maghrib », qui signifie « l'ouest ». Cette appellation fait référence à la position occidentale de cette région par rapport au reste du monde arabe. Le *Maghreb* regroupe cinq pays : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Mauritanie. Cependant, en usage courant, le terme désigne souvent uniquement les trois premiers pays : le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, qu'on appelle aussi le *Maghreb central*. Il existe une expression élargie : « *Le Grand Maghreb* », qui inclut les cinq pays cités plus haut.

Dans un cadre politique, les pays du *Maghreb* ont tenté de s'unir en 1989 avec la création de l'*Union du Maghreb arabe* (UMA) pour promouvoir la coopération économique et politique, mais cette organisation reste inactive en raison de désaccords entre ses membres.

Le *Maghreb*, en tant que carrefour de plusieurs civilisations, porte un héritage extrêmement riche et diversifié qui se reflète dans ses traditions, sa culture et son histoire. Cet héritage combine des influences berbères, arabes, islamiques, méditerranéennes et coloniales, contribuant à une identité complexe et plurielle. L'héritage du *Maghreb*, mêlant ces traditions, se manifeste dans la langue, l'architecture, la cuisine et les pratiques culturelles. Les pays du *Maghreb* ont su conserver cette diversité en s'adaptant aux évolutions tout en préservant des éléments clés de leur identité culturelle. Les monuments historiques, les arts et la littérature témoignent de cette fusion unique d'influences.

Le Maghreb est une région riche et diversifiée, marquée par une histoire commune, mais aussi par des spécificités propres à chaque pays¹. Nous essayerons dans cet article de revenir sur les atouts de la région, sur ses opportunités ainsi que sur les défis à surmonter pour répondre aux attentes de la population de la région particulièrement ; Vue l'abondance de la littérature sur la question, notre analyse sera une étude documentaire faisant appel à des outils statistiques collectés auprès de la Banque mondiale.

2. Les atouts du Grand Maghreb

Le positionnement géographique et l'abondance de ressources naturelles en constitue les atouts majeurs du Grand Maghreb.

2.1. Position géographique stratégique

Situé à la croisée de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient, *le Maghreb* occupe une position centrale pour les échanges commerciaux internationaux. Le Grand Maghreb bénéficie d'une situation géographique stratégique, en bordure de la Méditerranée et à proximité de plusieurs routes maritimes cruciales reliant l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Cette région constitue un carrefour important pour le commerce international, facilitant les échanges entre les continents grâce à des ports majeurs comme *Tanger Med* au Maroc, *Alger* en Algérie et *Radès* en Tunisie. De plus, sa proximité avec le détroit de *Gibraltar* et le *canal de Suez*, deux points de passage essentiels pour le trafic maritime mondial, renforce son rôle dans la chaîne logistique globale. Cette position privilégiée favorise non seulement le commerce régional, mais aussi l'attraction des investissements étrangers dans des secteurs tels que la logistique, les infrastructures portuaires et les industries manufacturières.

2.2. Le potentiel : Des Ressources naturelles abondantes et / ou sous exploitées

L'Algérie et la Libye jouent un rôle central dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe grâce à leurs importantes exportations de pétrole et de gaz naturel.

- L'Algérie est un fournisseur clé de gaz naturel pour l'Europe, contribuant à 16 % des importations européennes via des pipelines en janvier 2024. Au premier trimestre 2024,

¹ Voir Annexe 1 et Annexe 2 pour les caractéristiques principales du Grand Maghreb

elle détenait une part de marché de 9,9 % pour le gaz naturel liquéfié (GNL) en Europe ; Les exportations algériennes de GNL ont atteint 0,99 million de tonnes en mars 2024, en hausse par rapport à l'année précédente. Les principaux clients sont la France, l'Italie, l'Espagne et la Turquie.

- La Libye possède les premières réserves de pétrole en Afrique (48,4 milliards de barils) et les cinquièmes plus grandes réserves de gaz naturel (1 500 milliards de m³). Sa production est cependant sous-exploitée. En 2021, la Libye a exporté environ 3 milliards de m³ de gaz vers l'Italie via le gazoduc *Greenstream*, bien en deçà de sa capacité annuelle de 10 milliards de m³. La production pétrolière moyenne en 2023 était stable autour de 1,2 million de barils par jour.

Ces exportations énergétiques sont vitales pour diversifier les sources d'approvisionnement de l'Europe, surtout dans le contexte de la crise énergétique liée à la réduction des importations russes. Cependant, des défis persistent, notamment la volatilité des marchés et les infrastructures vieillissantes en Libye.

Par ailleurs, le Maroc, grâce à ses réserves colossales et à une infrastructure industrielle développée, occupe une position stratégique dans le marché global des phosphates, consolidant son rôle comme pilier de l'industrie des engrais.

- Réserves de phosphates : Le Maroc possède environ 50 milliards de tonnes métriques de réserves de phosphates, ce qui représente près de 70 % des réserves mondiales totales, estimées à 71 milliards de tonnes. Ce chiffre place le Maroc loin devant d'autres pays comme l'Égypte (2,8 milliards de tonnes) ou la Tunisie (2,5 milliards de tonnes).
- Exportation et production : Le Maroc, à travers le groupe OCP (Office Chérifien des Phosphates), est le premier exportateur mondial de phosphates et de ses dérivés (engrais, acide phosphorique, etc.). En 2022, OCP a généré un chiffre d'affaires de plus de 114 milliards de dirhams, ce qui reflète la forte demande mondiale pour les produits à base de phosphate, notamment dans le secteur agricole.
- Importance stratégique : Les phosphates sont une ressource clé pour la production d'engrais, essentielle à l'agriculture mondiale. Le Maroc est donc un acteur incontournable dans la sécurité alimentaire mondiale, surtout en période de tensions sur les chaînes d'approvisionnement globales comme celles observées depuis 2022.

Quant à la Tunisie, elle dispose de ressources naturelles variées, bien que limitées par rapport à ses voisins. Elles incluent des hydrocarbures, des ressources minières, des terres agricoles et une façade maritime riche.

- Hydrocarbures (Pétrole et Gaz) : La production de pétrole s'élève à 20 000 barils par jour (en 2022) avec des réserves prouvées de pétrole de 450 millions de barils. Quant à la production de gaz naturel elle s'élève à 2 milliards de mètres cubes par an. La production nationale des hydrocarbures couvre 50% de la consommation énergétique du pays, le reste est importé.
- Phosphates et Minéraux : La Tunisie se classe parmi les principaux exportateurs mondiaux de phosphate (utilisé dans les engrais) avec une production de 4 millions de tonnes par an (en 2022) et une exportation annuelle d'environ 1 milliard USD.
- Agriculture, Pêche et Ressources Marines : 65 % du territoire national est exploité dans la production agricole (10.5 Millions d'hectares) et principalement dans la production d'Olives (4^e producteur mondial d'huile d'olive avec 200 000 à 250 000 tonnes/an), céréales, dattes (1^{er} exportateur mondial de dattes Deglet Nour). Par ailleurs, avec une longueur des côtes de 1 300 km et une production halieutique d'environ 120 000 tonnes par an ; la pêche et l'aquaculture contribuent ainsi au PIB de 1,7 %.

Tableau n° 1 : Les ressources naturelles du Grand Maghreb en chiffres

Ressources	Tunisie	Algérie	Libye	Maroc	Mauritanie
Pétrole (production)	20 000 barils/jour	950 000 barils/jour (2023)	1,2 million de barils/jour	Exploration en cours	Production passée : 15 000 barils/jour (Chinguetti)
Réserves pétrolières	450 millions de barils	12,2 milliards de barils	48,4 milliards de barils	Exploration en cours	Réserves modestes
Gaz naturel (production)	2 milliards m ³ /an	100 milliards m ³ /an (3 ^e exportateur mondial)	16 milliards m ³ /an	Production limitée (exploration)	Projets GTA : 2,5 millions de tonnes de GNL/an
Réserves de gaz	Non significatives	2 400 milliards de m ³	1 500 milliards de m ³	Exploration en cours	15 000 milliards de pieds cubes (Tcf)
Phosphates (production)	4 millions de tonnes/an	2 millions de tonnes/an	Modeste	38 millions de tonnes/an (1 ^{er} exportateur mondial)	Non significatif
Fer	Non significatif	3,5 millions de tonnes/an	Modeste	Modeste	13 millions de tonnes/an
Or	Non significatif	Modeste (exploration en cours)	Non significatif	Non significatif	12 tonnes/an
Agriculture (terres arables)	10,5 millions d'hectares (65 % du territoire)	8,4 millions d'hectares (3,5 % du territoire)	2,2 millions d'hectares (1,2 % du territoire)	9 millions d'hectares (13 % du territoire)	502 000 hectares (0,5 % du territoire)
Produits agricoles clés	Olives, céréales, dattes	Céréales, fruits, dattes	Céréales, dattes	Agrumes, olives, céréales	Riz, mil (vallée du fleuve Sénégal)
Longueur des côtes	1 300 km (Méditerranée)	1 622 km (Méditerranée et Atlantique)	1 770 km (Méditerranée)	3 500 km (Atlantique et Méditerranée)	754 km (Atlantique)
Production halieutique	120 000 tonnes/an	102 000 tonnes/an	25 000 tonnes/an	1,5 million de tonnes/an	1,8 million de tonnes/an
Energies renouvelables (potentiel)	6 kWh/m ² /jour (solaire)	Fort potentiel solaire et éolien	Ensoleillement élevé	Éolien et solaire développés	6 kWh/m ² /jour (solaire), fort potentiel éolien

Source : compilation auteurs des divers ministères des pays

La Mauritanie est riche en ressources naturelles qui constituent un pilier de son économie. Le secteur minier est particulièrement important, avec des réserves de fer estimées à 1,5 milliard de tonnes et une production annuelle d'environ 13 millions de tonnes. Le pays produit également 12 tonnes d'or par an, issues notamment de la mine de Tasiast, et environ 40 000 tonnes de cuivre. Les ressources halieutiques sont parmi les plus riches au monde grâce au phénomène d'*upwelling* : les 754 km de côtes atlantiques permettent une production halieutique annuelle de 1,8 million de tonnes, générant environ 1 milliard USD d'exportations. Côté hydrocarbures, le gisement de *Grande Tortue Ahmeyim* (GTA), partagé avec le Sénégal, contient environ 15 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel, avec une production de gaz liquéfié prévue dès 2024. Malgré un territoire aride, l'agriculture se concentre dans la vallée du *fleuve Sénégal*, où seulement 0,5 % des terres sont arables, dédiées principalement à la culture du riz et du mil. Enfin, la Mauritanie possède un fort potentiel en énergies renouvelables, notamment solaire et éolienne, grâce à une exposition annuelle moyenne de 6 kWh/m²/jour pour le solaire.

Le constat ci-dessous confirme que la région du Grand Maghreb est une véritable puissance en ressources naturelles, avec un potentiel énergétique durable encore largement sous-exploité.

Tableau n° 2 : Le potentiel des pays du Maghreb

		Richesse minérale	Potentiel solaire	Potentiel agricole et maritime
Algérie	Grands exportateurs de pétrole et de gaz naturel, fournissant notamment l'Europe	Hydrocarbures : L'Algérie est le 7 ^e exportateur mondial de gaz naturel et dispose de réserves prouvées de gaz estimées à 159 000 milliards de pieds cubes (4 500 milliards de m ³). Ses réserves de pétrole sont estimées à 12,2 milliards de barils, principalement localisées dans le Sahara	L'Algérie bénéficie d'un ensoleillement de 3600 heures par an, avec un potentiel estimé à 169 440 TWh par an. Elle développe plusieurs projets pour tirer parti de cet atout, notamment des centrales solaires dans le Sud	La façade méditerranéenne de l'Algérie est longue de 1200 km, mais les ressources halieutiques y sont moins exploitées que chez ses voisins
Libye		Hydrocarbures : La Libye possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole d'Afrique (48,4 milliards de barils) et environ 1 500 milliards de m ³ de gaz naturel	La Libye, avec une moyenne annuelle de 3000 heures de soleil, a un potentiel solaire considérable, mais elle reste sous-exploitée en raison de l'instabilité politique et du manque d'investissements	Avec une côte méditerranéenne de 1770 km, la Libye dispose de ressources encore sous-exploitées, en raison de facteurs socio-économiques et politiques
Maroc	Leader mondial dans l'extraction de phosphates, ressource clé pour les engrais.	Phosphates : Le Maroc détient 70 % des réserves mondiales de phosphates, estimées à 50 milliards de tonnes métriques. Le pays est le premier exportateur mondial de phosphates et de ses dérivés	Le Maroc est un leader régional avec le complexe solaire <i>Noor Ouarzazate</i> , qui a une capacité installée de 580 MW. Le pays vise 52 % de son mix énergétique à base de renouvelables d'ici 2030	Le Maroc possède une des zones de pêche les plus riches au monde, surtout sur la façade atlantique qui s'étale sur 3000 Km de côte auquel s'ajoute 500 Km de côte méditerranéenne.
Tunisie	Fertilité des terres dans les plaines du Maroc et de Tunisie.	Phosphates : Avec une production annuelle de près de 4 millions de tonnes, la Tunisie est un acteur majeur sur le marché mondial, bien que sa production ait diminué ces dernières années en raison de tensions sociales et politiques	La Tunisie a un potentiel solaire de 1900 kWh/m ² /an, mais seulement 2,8 % de son électricité provient des énergies renouvelables en 2024, bien en deçà de son objectif de 35 % d'ici 2030	La Tunisie possède une façade maritime de 1300 km sur la Méditerranée, avec une importante activité de pêche : Espèces pélagiques, Espèces démersales, Ressources spécifiques
Mauritanie	Excellente richesse halieutique, forte production de fer, potentiel important en gaz naturel grâce au projet GTA	Minerai de fer : La Mauritanie est l'un des principaux exportateurs de fer en Afrique, avec une production annuelle d'environ 12 millions de tonnes en 2022. Les gisements de <i>Tiris Zemmour</i> sont parmi les plus riches	Ensoleillée plus de 3100 heures par an, la Mauritanie a lancé des projets de centrales solaires comme celle de <i>Nouakchott</i> , qui contribue à stabiliser son réseau électrique.	Côte atlantique de 754 km de long. La Mauritanie est connue pour ses eaux riches en ressources halieutiques, en raison des courants froids au large.

Source : Compilation auteur

3. Les défis du Grand Maghreb

Le grand Maghreb a à faire face à de nombreux défis : Certains sont structurels et historiques (conflits politiques, infrastructures, ...) et d'autres conjoncturels (absence de diversification des activités et / ou concentration autour des hydrocarbures, ...). Le dépassement de ces défis permettra certainement au pays de la région d'être un « *joueur* » incontournable dans le monde de part de ses atouts développés ci-dessus.

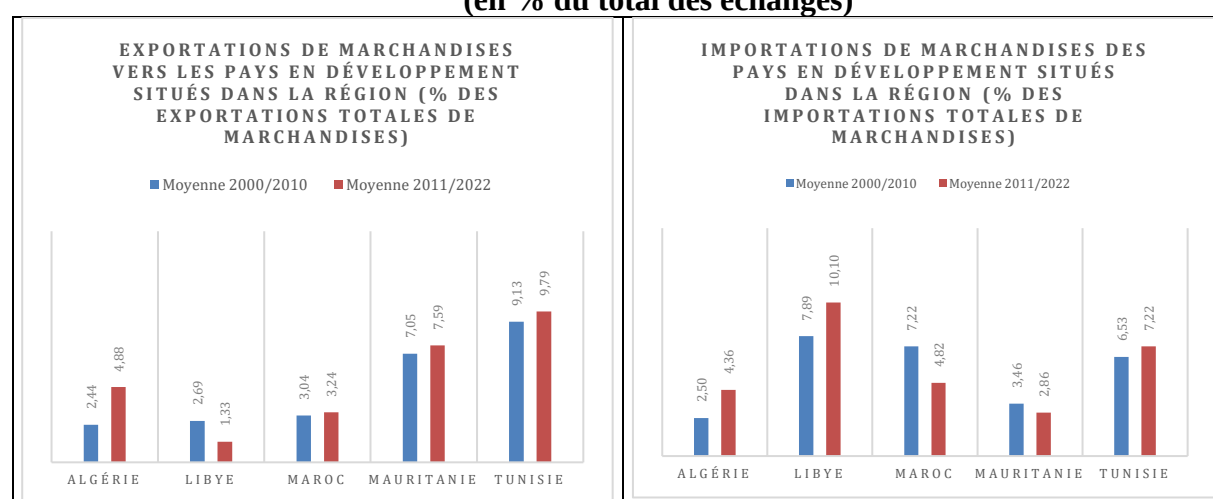
3.1. Conflits politiques et absence de coopération régionale

Le Maghreb souffre depuis des décennies d'un manque de coopération régionale dû à des conflits politiques persistants. L'un des principaux freins est la rivalité entre l'Algérie et le Maroc, exacerbée par la question du *Sahara occidental*. Depuis 1975, lorsque le Maroc a annexé cette région après le départ des Espagnols, l'Algérie soutient le *Front Polisario*, qui revendique l'indépendance de ce territoire. Ce conflit a conduit à la fermeture des frontières terrestres entre les deux pays en 1994, empêchant ainsi tout commerce transfrontalier et limitant les échanges économiques. En août 2021, l'Algérie a rompu ses relations diplomatiques avec le Maroc, aggravant encore les tensions.

La Tunisie, bien que politiquement plus stable, se concentre principalement sur ses propres défis économiques et politiques internes depuis la révolution de 2011, ce qui limite sa capacité à jouer un rôle régional fort. La Libye, quant à elle, est plongée dans le chaos depuis la chute de Kadhafi en 2011, avec un conflit armé entre factions rivales soutenues par des puissances étrangères, ce qui paralyse toute possibilité d'intégration régionale. En 2020, les combats ont culminé avec l'intervention militaire de la Turquie et de la Russie, rendant la situation encore plus complexe.

La Mauritanie, bien que relativement stable, reste marginalisée dans les grandes décisions régionales, en raison de son éloignement géographique et de son orientation vers l'Afrique subsaharienne plutôt que le Maghreb. En 1989, elle s'est retirée temporairement de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), une organisation fondée en 1989 pour promouvoir la coopération entre les cinq pays. Cependant, l'UMA est largement restée inactive, notamment à cause des divergences entre l'Algérie et le Maroc.

**Figure n° 1: Part des échanges de marchandises entre les pays de la Région
(en % du total des échanges)**



Source : Banque Mondiale

L'absence de coopération coûte cher à la région. Selon la Banque Mondiale, le commerce intra-maghrébin représente moins de 5 % des échanges totaux des pays de la région, un des plus bas taux au monde pour une région intégrée (voir figure 1). Par exemple, en 2022, le commerce entre le Maroc et l'Algérie était quasiment inexistant, malgré leur potentiel complémentaire (énergie algérienne et agriculture marocaine). De plus, les projets communs comme le Gazoduc Maghreb-Europe, qui alimentait l'Espagne via le Maroc jusqu'à son arrêt en 2021, ont été suspendus en raison des tensions diplomatiques.

Il s'ensuit que les conflits politiques, notamment autour du Sahara occidental, combinés aux crises internes et à l'absence de volonté politique, continuent de freiner la coopération régionale au Maghreb. Une intégration plus forte pourrait pourtant booster le PIB régional de 5 % à 10 %, selon les estimations, en libérant le potentiel commercial et économique de la région.

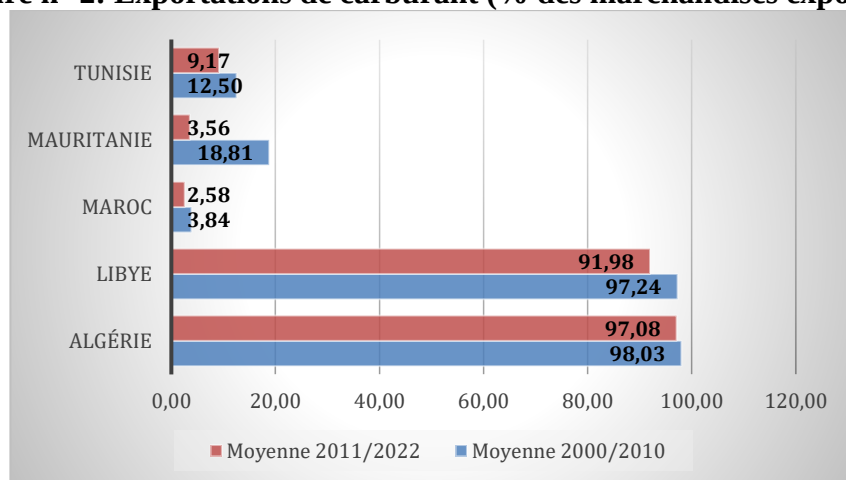
3.2. Dépendance économique

3.2.1. Forte dépendance des exportations de matières premières (pétrole, gaz, phosphates) : vulnérabilité aux fluctuations des prix internationaux

Les pays du Maghreb affichent une forte dépendance aux exportations de matières premières, rendant leurs économies vulnérables aux fluctuations des prix internationaux. En Algérie, les hydrocarbures (pétrole et gaz) représentent environ 94 % des exportations totales et contribuent à plus de 50 % du PIB, avec des recettes atteignant 58,5 milliards USD en 2022. De même, en Libye, les hydrocarbures constituent 97 % des exportations et près de 80 % des revenus de l'État, exposant le pays aux variations des prix du baril. Au Maroc, les phosphates et leurs dérivés, dont le pays est le

premier exportateur mondial, ont généré 10 milliards USD en 2022, soit 25 % des exportations totales. Cependant, la baisse des prix des engrais phosphatés en 2023 a réduit ces recettes de 30 %. Entre 2014 et 2016, la chute des prix du pétrole de 115 USD à 30 USD le baril a fait perdre à l'Algérie plus de 60 % de ses recettes d'exportation, illustrant la vulnérabilité commune des économies du Maghreb face à la volatilité des marchés internationaux.

Figure n° 2: Exportations de carburant (% des marchandises exportées)



Source : Banque Mondiale

3.2.2. Faible diversification des économies, sauf en Tunisie et dans une certaine mesure au Maroc

Les économies des pays du Grand Maghreb présentent une faible diversification, ce qui les rend fortement dépendantes de quelques secteurs. En Algérie et en Libye, les hydrocarbures représentent respectivement 94 % et 97 % des exportations totales, tandis qu'ils contribuent à plus de 50 % du PIB dans ces deux pays. Cette concentration limite le développement d'autres industries. En Mauritanie, les exportations sont dominées par le secteur minier, avec le minerai de fer, l'or et le cuivre représentant environ 80 % des exportations totales en 2022. Au Maroc, bien que des efforts aient été réalisés dans des secteurs comme l'automobile et l'aéronautique, les phosphates et leurs dérivés constituent encore 25 % des exportations et restent un pilier majeur de l'économie. En Tunisie, bien que plus diversifiée, l'économie repose encore sur un faible nombre de secteurs industriels, comme les textiles et les phosphates, tandis que les investissements dans des industries innovantes restent limités. Globalement, les économies du Grand Maghreb affichent des indices de concentration élevés (supérieurs à 0,4 pour la plupart des pays), indiquant une dépendance excessive à quelques ressources naturelles ou secteurs, freinant leur résilience face aux chocs économiques internationaux.

3.3. Faiblesses structurelles

3.3.1 Infrastructure insuffisante dans certaines régions, surtout rurales (routes, réseaux électriques, accès à l'eau)

Dans les pays du Grand Maghreb, les infrastructures restent insuffisantes, notamment dans les zones rurales, entravant le développement économique et social. En Algérie, bien que des investissements massifs aient été réalisés dans les routes et autoroutes (comme l'autoroute Est-Ouest), certaines régions isolées continuent de manquer de connexions routières fiables. Au Maroc, près de 35 % de la population rurale ne dispose pas d'un accès direct à des routes praticables en toutes saisons, limitant les opportunités économiques et l'accès aux services essentiels. En Tunisie, les disparités régionales sont marquées : les zones intérieures souffrent d'un accès limité à l'eau potable et à des réseaux électriques stables, alors que les régions côtières sont mieux équipées. En Mauritanie,

seulement 42 % de la population a accès à l'électricité et les infrastructures hydrauliques sont insuffisantes pour répondre aux besoins des communautés rurales. Enfin, en Libye, les conflits prolongés ont gravement détérioré les réseaux de base, notamment les routes et les systèmes d'approvisionnement en eau. Ces carences infrastructurelles renforcent les inégalités régionales et freinent la croissance dans des secteurs clés comme l'agriculture, le commerce et l'éducation.

**Tableau n° 3: Accès à l'électricité dans les pays du Grand Maghreb
(Moyenne période 2011/2022)**

	Accès à l'électricité (% de la population)	Accès à l'électricité, zones rurales (% de la population rurale)	Accès à l'électricité, zones urbaines (% de la population urbaine)
Algérie	99,43	98,44	99,83
Libye	72,78	5,05	100,00
Maroc	98,32	96,68	99,39
Mauritanie	41,86	1,15	81,62
Tunisie	99,83	99,54	99,97

Source : Banque Mondiale

3.3.2. Faible industrialisation et retard technologique par rapport à d'autres régions émergentes

Les pays du Maghreb accusent un retard significatif en matière d'industrialisation et de technologie par rapport à d'autres régions émergentes comme l'Asie du Sud-Est ou l'Europe de l'Est. En Algérie, l'industrie manufacturière ne contribue qu'à 5 % du PIB, contre 25 % en moyenne dans des pays comme la Malaisie. De même, au Maroc, malgré des avancées dans l'automobile et l'aéronautique, le secteur industriel représente seulement 15 % du PIB, loin derrière des pays comme le Vietnam où il atteint 37 %. La Tunisie affiche un certain développement dans l'électronique et les composants mécaniques, mais ces industries restent concentrées sur des activités à faible valeur ajoutée, tandis que la part de la recherche et développement dans le PIB ne dépasse pas 0,6 %, bien en deçà des 2,2 % investis par la Corée du Sud. En Mauritanie et en Libye, l'industrie est quasi inexistante, les deux pays restant dominés par l'exploitation des ressources naturelles. En termes de compétitivité technologique, le Maghreb est en retard : selon le Global Innovation Index 2023¹, le Maroc (positionné 67^e), la Tunisie (69^e) et l'Algérie (113^e) se situent bien derrière des pays comme l'Inde (40^e) ou l'Indonésie (61^e). Ce faible niveau d'industrialisation et ce retard technologique freinent la diversification économique et l'intégration des pays du Maghreb dans les chaînes de valeur mondiales.

Tableau n° 4: Etat de la recherche et des dépenses de formation (Moyenne période 2011/2022)

	Articles de journaux scientifiques et techniques ²	Dépenses consacrées à l'enseignement supérieur (% des dépenses publiques consacrées à l'éducation)	Dépenses en recherche et développement (% du PIB)
Algérie	4283	nd	0,53
Libye	172	nd	nd
Maroc	3527	nd	nd

¹ <https://www.wipo.int/documents/d/global-innovation-index/docs-en-2023-wipo-pub-2000-2023-section1-en-gii-2023-at-a-glance-global-innovation-index-2023.pdf>

² Les articles de journaux scientifiques et techniques font référence au nombre d'articles scientifiques et d'ingénierie publiés dans les domaines suivants : physique, biologie, chimie, mathématique, médecine clinique, recherche biomédicale, ingénierie et technologie, et sciences de la terre et de l'espace.

Mauritanie	15	13,60	0,01
Tunisie	4741	26,03	0,66

Source : Banque Mondiale

3.4. Chômage élevé et précarité sociale

3.4.1. Le chômage des jeunes est un problème majeur, atteignant parfois plus de 30 % dans certains pays

Le chômage des jeunes est un problème structurel dans les pays du Grand Maghreb, affectant gravement leur développement économique et social. En Tunisie, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans atteint 38 % en 2023, bien au-dessus de la moyenne mondiale de 15 %. En Algérie, ce chiffre est également alarmant, avec un taux de 32 %, malgré des programmes publics de création d'emplois.

Tableau n° 5: Le chômage dans les pays du Maghreb (Moyenne période 2011/2022)

	Chômage (% de la population active) (estimation nationale)	Chômage dans la population avec un niveau d'études de base (% de la population active dans cette catégorie)	Chômage dans la population avec un niveau d'études de base, femmes (% de la population active féminine dans cette catégorie)	Chômage dans la population avec un niveau d'études de base, hommes (% de la population active masculine dans cette catégorie)
Algérie	10,62	10,93	17,86	10,19
Libye	19,03	Nd	Nd	Nd
Maroc	9,96	14,12	21,61	12,64
Mauritanie	10,21	17,77	24,75	14,32
Tunisie	16,01	11,11	12,73	10,76

Source : Banque Mondiale

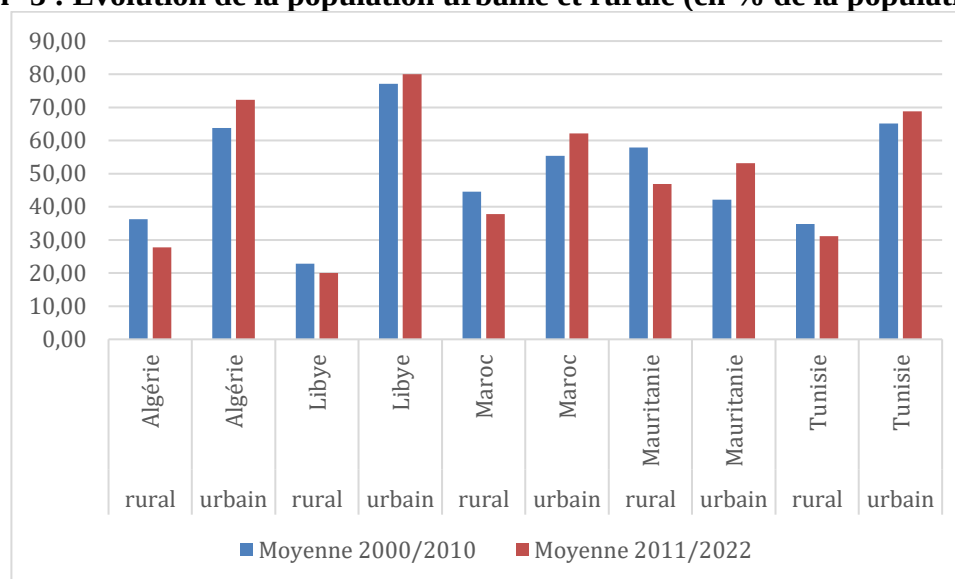
Au Maroc, environ 28 % des jeunes sont sans emploi, et ce chiffre grimpe dans les zones rurales où les opportunités économiques sont encore plus limitées. En Libye, en raison de l'instabilité politique prolongée, le taux de chômage des jeunes dépasse 50 %, parmi les plus élevés au monde. La situation en Mauritanie est tout aussi préoccupante, avec un taux estimé à 35 %, exacerbé par une économie peu diversifiée et des infrastructures insuffisantes. Ces taux de chômage élevés s'expliquent par une inadéquation entre les compétences enseignées et les besoins du marché, ainsi que par un secteur privé incapable d'absorber l'afflux des jeunes diplômés. Ce phénomène, couplé à un fort taux d'émigration, accentue les défis sociaux et économiques de la région.

3.4.2. Inégalités sociales importantes, notamment entre les zones urbaines et rurales

Les inégalités sociales dans les pays du Grand Maghreb sont particulièrement marquées entre les zones urbaines et rurales, exacerbant les disparités économiques et sociales. En Algérie, environ 75 % de la population urbaine a accès à des services de base comme l'eau potable et l'électricité, contre seulement 50 % dans les zones rurales. La situation est similaire au Maroc, où près de 90 % des habitants des villes ont accès à l'eau potable, tandis que seulement 60 % des ruraux en bénéficient. En Tunisie, le taux de pauvreté dans les zones rurales atteint 24 %, contre 9 % dans les zones urbaines, selon les dernières données de la Banque mondiale. En Mauritanie, les régions rurales sont également largement défavorisées, avec seulement 40 % des habitants ayant accès à l'électricité, contre 80 % dans les villes. En Libye, la situation est exacerbée par les conflits et les zones rurales souffrent d'une absence criante d'infrastructures de base, avec des milliers de personnes vivant sans accès à l'eau potable et à des soins de santé adéquats. Ces inégalités, qui touchent particulièrement l'accès aux

services publics essentiels, à l'éducation et à l'emploi, contribuent à des tensions sociales croissantes et freinent l'égalité des chances dans ces pays.

Figure n° 3 : Evolution de la population urbaine et rurale (en % de la population totale)



Source : Banque Mondiale

3.4.3. L'émigration vers l'Europe est souvent perçue comme la seule solution pour les jeunes

L'émigration vers l'Europe est perçue par de nombreux jeunes des pays du Grand Maghreb comme une solution incontournable face aux défis économiques et sociaux dans leurs pays d'origine. En Algérie, selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), près de 300 000 Algériens ont émigré vers l'Europe entre 2015 et 2020, souvent attirés par de meilleures perspectives d'emploi et de conditions de vie. Au Maroc, l'émigration est également importante : environ 1,1 million de Marocains vivent en Europe, représentant près de 10 % de la population active du pays. La Tunisie connaît également une forte émigration, avec environ 15 000 jeunes Tunisiens qui quittent le pays chaque année, souvent vers l'Italie ou la France. En 2022, plus de 30 000 migrants en provenance de la région Maghrébine ont tenté la traversée de la Méditerranée, dont une majorité de jeunes entre 18 et 34 ans, selon les données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Ces chiffres révèlent l'ampleur du phénomène, alimenté par un chômage élevé, particulièrement chez les jeunes (38 % en Tunisie, 32 % en Algérie), des conditions de vie difficiles, et un manque d'opportunités économiques dans leurs pays d'origine. Pour beaucoup, l'Europe représente non seulement un meilleur avenir économique, mais aussi un moyen d'échapper aux inégalités sociales croissantes et à la stagnation professionnelle.

Tableau n° 6: Flux nets de migration entre 2000 et 2022

	2000	2005	2010	2015	2020	2021	2022
Algérie	-26539	-44138	-20108	-6438	-10803	-14684	-25963
Libye	8420	3351	-562827	-5081	-694	-2001	-2001
Maroc	-63967	-72364	-67447	-39302	-47902	-38594	-39650
Mauritanie	-21067	-18033	3272	-3008	-1483	2999	2999
Tunisie	-7235	-24098	-21935	-23827	-9190	-14001	-14001

Source : Banque Mondiale

3.5. Défis sécuritaires et instabilité

3.5.1. Présence de groupes terroristes dans certaines régions sahariennes (surtout au sud de l'Algérie et de la Libye)

La présence de groupes terroristes dans certaines régions sahariennes, notamment au sud de l'Algérie et de la Libye, représente une menace grave pour la stabilité et la sécurité de ces pays. Dans le sud de l'Algérie, des groupes affiliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et à l'État islamique (EI) ont renforcé leur présence, profitant des vastes zones désertiques difficiles d'accès. Ces groupes sont responsables de plusieurs attaques, notamment contre des cibles militaires et des installations pétrolières. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, est particulièrement actif dans la région, avec des attaques régulières sur des convois et des bases militaires. En Libye, la situation est encore plus complexe, avec des groupes terroristes tels que l'EI et des milices locales qui contrôlent certaines zones du sud et du centre du pays. En 2021, les Nations Unies ont estimé que plus de 2 000 combattants de l'EI étaient présents dans la région. Ces groupes exploitent le vide sécuritaire et les conflits internes pour se renforcer, ce qui rend les frontières sahariennes particulièrement vulnérables. Les pays du Maghreb, malgré leurs efforts pour renforcer la coopération en matière de sécurité, peinent à éradiquer ces groupes, ce qui constitue un obstacle majeur à la paix et au développement dans ces régions.

3.5.2. Instabilité politique en Libye depuis 2011

L'instabilité politique en Libye depuis 2011 a eu des conséquences dramatiques sur la sécurité et le développement du pays. Après la chute du régime de Mouammar Kadhafi, la Libye est plongée dans une guerre civile qui oppose plusieurs factions et milices, soutenues par des puissances étrangères. Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), plus de 200 000 Libyens ont été déplacés depuis 2011, et le pays comptabilise environ 2,8 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire en 2023. Les rivalités entre le gouvernement d'unité nationale basé à Tripoli et l'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par Khalifa Haftar ont exacerbé cette instabilité, et le pays reste divisé en plusieurs zones de contrôle. En 2021, malgré la signature d'un cessez-le-feu, la Libye ne parvenait toujours pas à organiser des élections nationales, en raison des tensions politiques et de l'absence d'un consensus entre les différents acteurs. L'économie libyenne, qui repose principalement sur les exportations de pétrole, a également été durement affectée : la production pétrolière a chuté de 1,6 million de barils par jour en 2010 à moins de 1 million de barils par jour en 2020, à cause des blocages sur les champs pétroliers et des infrastructures dégradées. Cette instabilité prolongée a plongé la Libye dans une crise humanitaire, avec des infrastructures détruites, un chômage élevé, et une gouvernance chaotique, malgré les efforts de médiation internationale.

3.5.3. Défis liés au trafic de drogue et à l'immigration clandestine

Les pays du Grand Maghreb font face à des défis majeurs liés au trafic de drogue et à l'immigration clandestine, qui ont des impacts considérables sur leur stabilité sociale et économique. En Algérie, le trafic de drogue, notamment de cannabis, représente un problème crucial, avec près de 120 tonnes de cannabis saisies chaque année, selon les autorités locales, ce qui fait du pays l'un des principaux points de transit pour la drogue en Afrique du Nord. Ce trafic contribue à l'augmentation de la criminalité et à l'infiltration de groupes terroristes et de milices dans certaines régions. Au Maroc, le cannabis est également une culture de rente importante, bien qu'illégale, avec près de 47 000 hectares cultivés, générant des revenus estimés à 10 milliards de dirhams (environ 1 milliard USD), principalement dans les zones montagneuses du Rif. Parallèlement, l'immigration clandestine reste un défi majeur, avec des milliers de jeunes tentant de rejoindre l'Europe chaque année. En 2022, plus de 35 000 migrants ont tenté de traverser la Méditerranée depuis le Maroc et la Tunisie, souvent au péril de leur vie. En Algérie, près de 20 000 migrants ont été interpellés en 2021 alors qu'ils

tentaient de rejoindre illégalement les côtes européennes. Ces phénomènes sont alimentés par des conditions économiques difficiles, le chômage élevé, notamment chez les jeunes (38 % en Tunisie, 32 % en Algérie), et l'instabilité politique dans certaines régions, créant des tensions internes et nuisant à la sécurité des pays concernés.

3.6. Gestion insuffisante des ressources

3.6.1. Surexploitation des ressources en eau et désertification croissante

La surexploitation des ressources en eau et la désertification croissante sont des défis environnementaux majeurs pour les pays du Grand Maghreb, menaçant leur sécurité alimentaire et leur développement durable. En Algérie, environ 80 % des ressources en eau disponibles sont utilisées pour l'agriculture, tandis que les réserves en eau douce par habitant sont parmi les plus faibles au monde, avec seulement 500 m³ par an, bien en dessous du seuil de 1 000 m³ considéré comme suffisant pour un usage domestique et agricole. La situation est similaire au Maroc, où l'irrigation consomme 85 % des ressources en eau du pays, alors que la disponibilité moyenne par habitant est d'environ 700 m³ par an. En Tunisie, la situation est également préoccupante, avec un taux de désertification qui affecte 8 à 10 % du territoire chaque année, réduisant encore les terres cultivables. Parallèlement, la Libye et la Mauritanie, deux pays déjà confrontés à un climat aride, sont particulièrement vulnérables à l'avancée du désert, notamment dans les régions du sud. Selon la FAO, environ 70 % du territoire libyen est désormais classé comme désertique. La surexploitation des nappes phréatiques pour l'agriculture et l'urbanisation rapide accentue ces phénomènes, ce qui entraîne une réduction des terres agricoles, une perte de biodiversité, et une accentuation des conflits pour l'accès à l'eau. Cette situation met en péril l'agriculture, qui reste un secteur clé pour l'emploi et la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales du Maghreb.

3.6.2. Dépendance alimentaire malgré le potentiel agricole, obligeant à importer des denrées de base

Malgré leur potentiel agricole, les pays du Grand Maghreb sont fortement dépendants des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires, ce qui rend leurs économies vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux. En Algérie, l'agriculture représente environ 12 % du PIB, mais le pays importe près de 70 % de ses produits alimentaires, notamment des céréales. En 2022, l'Algérie a importé environ 8 millions de tonnes de céréales, représentant près de 3 milliards USD de dépenses. Le Maroc, bien qu'étant un grand producteur d'agrumes, de légumes et de céréales, doit également importer environ 50 % de ses besoins en blé chaque année, avec des importations estimées à 5 millions de tonnes en 2023, pour un coût de plus de 1,5 milliard USD. La Tunisie, bien que disposant d'un secteur agricole diversifié, importe environ 40 % de sa consommation alimentaire totale, particulièrement des céréales, et la part de l'agriculture dans le PIB reste faible, avec seulement 9 %. En Mauritanie, une grande partie des produits alimentaires, en particulier les céréales, provient de l'extérieur, malgré les vastes terres arables disponibles. Cette dépendance alimentaire croissante est accentuée par des facteurs tels que la sécheresse, la faible productivité agricole et la pression démographique. Cela expose ces pays à des risques de pénuries alimentaires et à l'inflation des prix, en particulier en période de crise sur les marchés internationaux.

Tableau n° 7: Etat de l'exploitation des terres agricoles dans les pays du Grand Maghreb (années 2000 et 2021)

	Algérie		Libye		Maroc		Mauritanie		Tunisie	
	2000	2021	2000	2021	2000	2021	2000	2021	2000	2021
Terres agricoles (% du territoire)	16,80	17,33	8,78	8,72	68,68	67,87	38,53	38,53	61,48	62,44
Terres agricoles (km carrés)	400210	413160	154500	153500	306520	302910	397100	397100	95510	97005

Terres arables (% du territoire)	3,22	3,16	1,03	0,98	19,64	16,83	0,44	0,44	18,43	18,22
Terres arables (hectares par personne)	0,25	0,17	0,34	0,24	0,31	0,20	0,17	0,10	0,30	0,23
Terres arables (hectares)	7662000	7530600	1815000	1720000	8767000	7512000	450000	450000	2864000	2831300
Terres cultivées en permanence (% du territoire)	0,22	0,39	0,19	0,19	1,98	3,99	0,01	0,01	13,68	13,64
Terres utilisées pour la production céréalière (hectares)	1058184	1941867	347794	313368	5443172	4487822	207873	243749	1139599	1156488

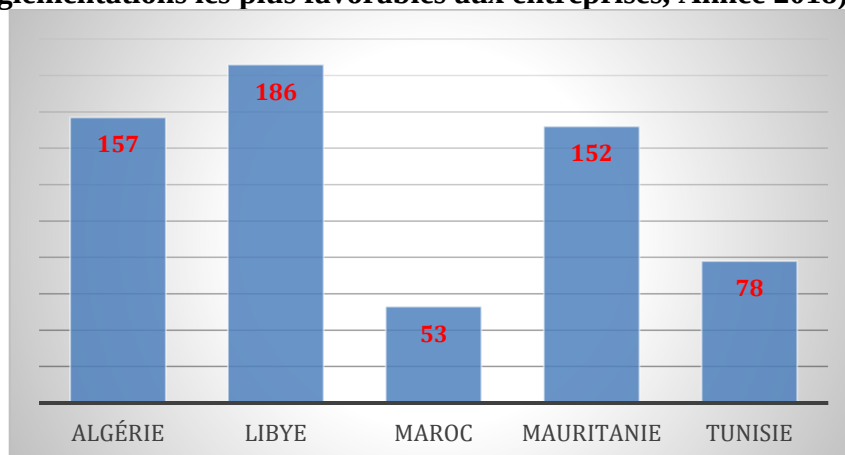
Source : Banque Mondiale

3.7. Faible intégration avec les marchés internationaux

3.7.1. Manque d'ouverture économique dans certains pays (Algérie, Libye) et bureaucratie lourde freinant les investissements étrangers

Le manque d'ouverture économique et la bureaucratie lourde constituent des obstacles majeurs à l'attractivité des pays du Grand Maghreb pour les investissements étrangers, en particulier en Algérie et en Libye. En Algérie, malgré la richesse en ressources naturelles, le pays attire peu d'investissements étrangers. Selon la Banque Mondiale, l'Algérie a reçu seulement 2,4 milliards USD d'investissements directs étrangers (IDE) en 2022, un chiffre bien inférieur à celui de pays comme le Maroc, qui a attiré près de 2,7 milliards USD. Les lourdes procédures administratives, les restrictions sur les importations, la réticence à ouvrir certains secteurs à l'investissement privé, ainsi que les lois strictes sur le financement extérieur, découragent les investisseurs. De plus, l'Algérie continue de se caractériser par une dépendance excessive aux hydrocarbures, avec environ 97 % des exportations provenant du pétrole et du gaz, limitant ainsi la diversification économique. En Libye, l'instabilité politique et sécuritaire a exacerbé les difficultés économiques, rendant l'environnement des affaires incertain. Le pays a vu une chute drastique de ses investissements, passant de 2,2 milliards USD en 2010 à environ 50 millions USD en 2022, selon les chiffres de la Banque Mondiale. La bureaucratie complexe, la corruption et les multiples obstacles administratifs sont des facteurs clés qui freinent les entreprises étrangères. Ces défis sont exacerbés par une gouvernance souvent fragmentée, ce qui rend difficile la mise en œuvre de réformes structurelles pour améliorer l'attractivité économique.

**Figure n° 4: Indice de la facilité de faire des affaires
(1=réglementations les plus favorables aux entreprises, Année 2018)**



Source : Banque Mondiale

3.7.2. Peu de partenariats industriels ou technologiques solides avec d'autres régions

Les pays du Grand Maghreb, malgré leur potentiel économique, peinent à établir des partenariats industriels et technologiques solides avec d'autres régions du monde, ce qui limite leur développement industriel et technologique. En Algérie, bien que le pays dispose de vastes ressources naturelles, les investissements dans le secteur industriel restent insuffisants. En 2022, les partenariats industriels avec l'étranger ont généré moins de 1,5 milliard USD en échanges, une somme modeste par rapport à d'autres pays émergents. La Libye, en raison de l'instabilité politique, est pratiquement coupée des circuits économiques mondiaux, avec des échanges industriels et technologiques en chute libre. Selon les données de la Banque mondiale, les investissements étrangers dans l'industrie en Libye ont diminué de 50 % depuis 2010, ne représentant que 100 millions USD en 2022. Le Maroc, bien qu'il ait réussi à attirer certains partenariats, notamment dans l'automobile et l'aéronautique, affiche un faible développement dans les secteurs technologiques avancés, avec un taux de R&D inférieur à 1 % du PIB, contre 2,5 % en Chine. La Tunisie, bien que plus active dans les partenariats avec l'Europe, notamment dans l'électronique et l'industrie automobile, manque encore de collaborations à grande échelle dans les domaines technologiques innovants, avec un faible taux de brevets déposés. Ces pays sont donc confrontés à une insuffisance de partenariats industriels ou technologiques solides, ce qui freine leur transition vers des économies plus diversifiées et technologiquement avancées.

4. Les enjeux du Grand Maghreb

Le Grand Maghreb fait face à une série d'enjeux stratégiques, économiques, sociaux et environnementaux. Sur le plan politique, l'intégration régionale reste limitée en raison de tensions géopolitiques persistantes, notamment entre le Maroc et l'Algérie, ce qui freine la création d'un marché commun et le développement d'une Union maghrébine pleinement fonctionnelle. Sur le plan économique, bien que la région dispose d'abondantes ressources naturelles, telles que le pétrole, le gaz et les phosphates, ces richesses restent inégalement réparties, ce qui exacerbe les disparités économiques et sociales entre les pays. Par ailleurs, la dépendance aux hydrocarbures représente un défi majeur face à la transition énergétique mondiale.

D'un point de vue social, la région est confrontée à une forte croissance démographique et à un chômage élevé, en particulier chez les jeunes, ce qui alimente les migrations et les tensions sociales. Les systèmes éducatifs et de santé nécessitent des réformes profondes pour répondre aux besoins croissants des populations. Enfin, sur le plan environnemental, le Grand Maghreb est vulnérable au changement climatique, notamment à la désertification, au stress hydrique et aux risques côtiers. Ces défis nécessitent une coopération régionale accrue et des politiques innovantes pour assurer une croissance durable et inclusive dans cette région stratégique.

4.1. Enjeux Stratégiques

Le Grand Maghreb occupe une position géopolitique cruciale en étant situé au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique. La proximité du détroit de *Gibraltar*, traversé chaque année par environ 90 000 navires, et de routes stratégiques comme le *canal de Suez*, par où transite environ 12 % du commerce mondial, renforce son importance dans les échanges internationaux. Malgré ce potentiel, les tensions politiques, notamment entre le Maroc et l'Algérie à propos du Sahara Occidental, bloquent des projets de coopération régionale tels que l'Union du Maghreb Arabe (UMA), créée en 1989 mais pratiquement inactive depuis. Cette absence de collaboration coûte cher : selon la Banque mondiale, l'absence d'intégration économique régionale prive le Maghreb de 2 à 3 % de croissance annuelle supplémentaire.

Par ailleurs, les défis sécuritaires liés à l'instabilité en Libye, au terrorisme dans le Sahel et aux flux migratoires en direction de l'Europe renforcent la nécessité d'une coopération stratégique. En 2022, plus de 330 000 migrants irréguliers ont traversé la Méditerranée, une grande partie transitant par le Maghreb. La région doit donc devenir un acteur clé dans la sécurité régionale et la gestion des migrations.

4.2. Enjeux Économiques

Le potentiel économique du Grand Maghreb est largement sous-exploité. Bien que la région dispose d'abondantes ressources naturelles, telles que le pétrole et le gaz en Algérie et en Libye (représentant 93 % des exportations algériennes et près de 95 % pour la Libye), cette dépendance aux hydrocarbures rend ces économies vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux. En 2020, la chute des prix du pétrole a réduit le PIB de l'Algérie de 5,1 % et celui de la Libye de 60 %. Le commerce intra-maghrébin est extrêmement faible, représentant moins de 5 % des échanges commerciaux totaux, contre 67 % pour l'Union européenne. Cette faiblesse s'explique par le manque d'infrastructures connectées, les barrières douanières et les tensions politiques. Par exemple, la frontière terrestre entre le Maroc et l'Algérie est fermée depuis 1994, empêchant tout échange terrestre direct. En matière de chômage, la région est fortement touchée, avec des taux dépassant les 30 % pour les jeunes dans certains pays (Tunisie, Algérie). Ces défis nécessitent des réformes structurelles pour diversifier les économies, encourager l'investissement étranger et développer les secteurs porteurs comme le tourisme, les énergies renouvelables et les technologies numériques.

4.3. Enjeux Sociaux

Le Grand Maghreb est confronté à une explosion démographique, avec une population totale d'environ 110 millions d'habitants en 2023. Cette croissance exerce une pression énorme sur les services publics, en particulier l'éducation, la santé et l'emploi. Par exemple, en Algérie, 25 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient sans emploi en 2022, une tendance similaire en Tunisie et en Libye.

Les systèmes éducatifs sont marqués par des disparités importantes. Bien que le taux d'alphabétisation soit relativement élevé dans des pays comme le Maroc (environ 74 % en 2023), la qualité de l'éducation reste insuffisante pour répondre aux besoins du marché du travail. En Tunisie, 40 % des diplômés universitaires peinent à trouver un emploi, reflétant un déséquilibre entre l'offre et la demande de compétences.

Sur le plan sanitaire, les systèmes de santé sont inégalement développés. La densité de médecins est de 1,3 pour 1 000 habitants au Maroc, contre une moyenne de 3,2 en Europe, ce qui limite l'accès aux soins, notamment en zones rurales. Ces inégalités contribuent à l'instabilité sociale, alimentant des mouvements de protestation fréquents, comme ceux observés en Algérie en 2019 (*Hirak*) ou en Tunisie après la révolution de 2011.

4.4. Enjeux Environnementaux

Le changement climatique constitue une menace majeure pour le Grand Maghreb. La région subit une désertification accrue, avec environ 80 % du territoire classé comme aride ou semi-aride. La disponibilité en eau est un défi crucial : le Maroc dispose d'environ 600 m³ d'eau par habitant et par an, bien en dessous du seuil de pénurie fixé à 1 000 m³, tandis que l'Algérie et la Tunisie font face à des pressions similaires.

Les ressources en eau sont surexploitées, notamment dans l'agriculture, qui consomme près de 80 % des réserves d'eau disponibles dans la région. En conséquence, des nappes phréatiques comme celle de *Souss-Massa* au Maroc sont menacées d'épuisement. La montée du niveau de la mer, estimée à 2,8 mm par an, menace les zones côtières où se concentrent la majorité des populations et des infrastructures économiques. À Tunis, par exemple, une hausse de 50 cm pourrait inonder jusqu'à 20 % des zones urbaines côtières d'ici 2050.

Enfin, bien que la région dispose d'un fort potentiel pour les énergies renouvelables, avec des capacités solaires et éoliennes exceptionnelles, ces ressources restent sous-exploitées. En 2022, le Maroc a produit 40 % de son électricité à partir de sources renouvelables, tandis que l'Algérie et la Tunisie étaient encore très dépendantes des combustibles fossiles.

5. Les Perspectives de Développement du Grand Maghreb

Malgré les défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux, le Grand Maghreb dispose d'atouts considérables qui offrent des perspectives prometteuses pour son développement. Ces perspectives reposent sur des réformes structurelles, une intégration régionale accrue, et une exploitation intelligente des ressources naturelles et humaines.

5.1. Intégration Économique Régionale

L'intégration économique entre les pays du Maghreb représente un levier majeur de développement. Selon la Banque mondiale, la création d'un marché commun maghrébin pourrait générer une croissance supplémentaire de 2 à 3 % du PIB annuel pour chaque pays et multiplier par cinq les échanges intra-régionaux. La réouverture des frontières terrestres entre le Maroc et l'Algérie serait une étape essentielle pour stimuler le commerce, les investissements et la mobilité des populations.

Le développement d'infrastructures transfrontalières, comme des corridors ferroviaires reliant les grandes villes de la région, et la coordination des politiques économiques permettraient également d'attirer davantage d'investissements étrangers. Des initiatives comme le renforcement des zones de libre-échange entre les pays pourraient accélérer la construction d'un bloc économique compétitif.

5.2. Diversification Économique et Transition Énergétique

La diversification économique est cruciale pour réduire la dépendance aux hydrocarbures, particulièrement pour l'Algérie et la Libye. Les pays du Maghreb peuvent capitaliser sur leur position géographique stratégique pour développer des secteurs tels que :

- Le tourisme, qui représente déjà une part importante des économies marocaine et tunisienne. En 2023, le Maroc a accueilli 13 millions de touristes, générant environ 8 milliards de dollars, mais le potentiel est encore sous-exploité.
- L'agriculture et l'agro-industrie, en adoptant des pratiques durables et en modernisant les chaînes de production. La région pourrait devenir un acteur majeur dans l'exportation de produits agricoles vers l'Europe et l'Afrique subsaharienne.
- Les énergies renouvelables, grâce à un ensoleillement exceptionnel (environ 3 000 heures par an) et des ressources éoliennes abondantes. Le Maroc, leader régional, ambitionne de porter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique à 52% d'ici 2030, un objectif que l'Algérie et la Tunisie pourraient également viser en exploitant leur potentiel.

5.3. Réforme des Systèmes Éducatifs et Création d'Emplois

La jeunesse, qui représente plus de 60 % de la population maghrébine, est un atout majeur, mais son potentiel reste sous-exploité. Des réformes éducatives visant à adapter les formations aux besoins du marché du travail, notamment dans les secteurs technologiques et industriels, pourraient réduire le chômage des jeunes, qui dépasse actuellement 30 % dans certains pays.

En investissant dans l'enseignement professionnel et l'innovation, les pays maghrébins pourraient favoriser l'entrepreneuriat et créer des emplois de qualité. Par ailleurs, le développement de partenariats public-privé pour financer des projets d'envergure dans les infrastructures et les industries pourrait également absorber une partie de la main-d'œuvre.

5.4. Coopération Environnementale et Gestion Durable des Ressources

Face aux défis du changement climatique, le Grand Maghreb doit adopter des politiques environnementales ambitieuses et coordonnées. La gestion partagée des ressources en eau, comme les nappes phréatiques transfrontalières, et la lutte contre la désertification nécessitent une coopération régionale accrue.

L'investissement dans des technologies innovantes pour la gestion de l'eau et la modernisation des pratiques agricoles est essentiel pour sécuriser l'approvisionnement alimentaire et préserver les écosystèmes fragiles. Par ailleurs, des initiatives régionales, telles que la transition vers une économie circulaire ou le développement d'infrastructures résilientes aux impacts climatiques, pourraient positionner la région comme un modèle en matière de durabilité.

5.5. Renforcement de la Gouvernance et de la Coopération Régionale

Un développement durable du Grand Maghreb passe par une gouvernance efficace et transparente. La lutte contre la corruption, la modernisation des institutions publiques et la promotion de l'État de droit sont essentielles pour attirer des investisseurs et restaurer la confiance des citoyens.

Par ailleurs, une relance de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) ou la création d'un nouveau cadre de coopération régionale pourrait favoriser l'intégration et résoudre les conflits qui freinent les ambitions collectives. Le rapprochement des politiques économiques, sociales et environnementales entre les pays maghrébins serait un signal fort pour le monde extérieur.

6. Conclusion

Le Grand Maghreb arabe a un énorme potentiel économique et humain, mais ce potentiel est freiné par des conflits politiques, une faible coopération régionale et des défis socio-économiques. Une meilleure intégration régionale et une diversification des économies pourraient transformer cette région en un acteur clé de l'économie mondiale.

Les enjeux stratégiques, économiques, sociaux et environnementaux du Grand Maghreb sont étroitement liés et nécessitent des réponses coordonnées. La région a un potentiel immense, mais les divisions politiques et le manque de coopération freinent son développement. Pour relever ces défis, les pays maghrébins doivent renforcer leur intégration régionale, diversifier leurs économies, investir dans leurs populations et adopter des politiques environnementales durables. Cela pourrait transformer le Grand Maghreb en un acteur clé de la Méditerranée et au-delà.

Le Grand Maghreb possède des atouts stratégiques uniques et un potentiel économique et humain immense. Les perspectives de développement reposent sur une intégration régionale renforcée, la diversification économique, des réformes sociales inclusives et des politiques environnementales durables. Si les pays de la région parviennent à surmonter leurs divisions politiques et à coopérer autour d'un projet commun, ils pourraient transformer le Maghreb en une région prospère et compétitive, jouant un rôle clé dans les échanges entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Bibliographie

1. Banque mondiale. (2017). *Maroc 2040 : Émergence en investissant dans le capital immatériel*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
2. Berriane, M., & Aderghal, M. (2010). *Le Maghreb : défis et dynamiques*. Rabat : Centre Jacques Berque.
3. Benabdallah, L. (2015). *Les politiques de développement durable au Maghreb : Enjeux et perspectives*. Paris : L'Harmattan.

4. Bensaïd, A. (2023). *La contribution des habitants au développement des espaces publics à Ain Smara (Constantine)*. *Humanities and Social Sciences Communications*, 10(1), 2557.
5. Cherkaoui, M. (2018). *Intégration économique et développement durable au Maghreb*. Casablanca : Éditions La Croisée des Chemins.
6. Commission Spéciale sur le Modèle de Développement (CSMD). (2021). *Le nouveau modèle de développement du Maroc*. Rabat, Maroc.
7. Ghazouani, K. & Zhioua, A. *La pression sur les finances publiques et les subventions à la pêche : cas des poissons bleus*, Cahiers du CEDIMES, Vol 19, n° 3/2024, ISSN : 2110-6045, pp 167-180
8. Ghazouani, K., *L'économie bleue en Tunisie : Enjeux et perspectives*, Cahiers du CEDIMES, Vol 19, n° 3/2024, ISSN : 2110-6045, pp 181-195
9. Ghazouani, K. *La Tunisie en transformation : l'impératif d'un 3ème secteur économique*, Cahiers du CEDIMES Vol 17 n° 4/2022, pp43-63 (ISSN : 2110-6045)
10. Hibou, B., & Tozy, M. (2019). *Tisser le développement au Maghreb : Gouvernance, institutions et acteurs*. Tunis : IRMC.
11. International Finance Corporation (IFC). (2019). *Créer des marchés au Maroc*. Washington, D.C. : Banque mondiale.
12. Khalfaoui, R. (2020). *Le contrat social rural au Maroc et en Algérie*. *The Journal of North African Studies*, 25(6), 897-915.
13. Organisation Internationale du Travail (OIT). (2015). *Vers un développement inclusif et durable en Afrique grâce au travail décent*. Genève : OIT.
14. Royaume du Maroc. (2020). *Rapport national volontaire 2020 sur les objectifs de développement durable*. New York : Nations Unies.
15. Zerhouni, S. (2021). *Effet d'échelle sur les disparités territoriales du développement humain durable au Maghreb*. *Discover Sustainability*, 2(1), 68.

Annexe 1

Caractéristiques principales du Grand Maghreb

1. **Culture et langue** : Le Maghreb est marqué par une forte influence de la culture arabo-berbère ; Les langues dominantes sont l'arabe et les langues berbères (amazigh). Le français et, dans une moindre mesure, l'espagnol et l'anglais, sont également utilisés.
2. **Religion** : L'islam est la religion principale, avec une majorité sunnite.
3. **Histoire** : La région a connu une riche histoire, marquée par des influences berbères, phéniciennes, romaines, arabes, ottomanes et coloniales (notamment française et espagnole).
4. **Géographie** : La région englobe des zones côtières méditerranéennes, atlantiques, des montagnes (l'Atlas), ainsi que des parties du désert du Sahara.
5. **Union politique** : Une tentative d'intégration politique a été faite avec la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) en 1989, mais les tensions entre certains pays, notamment entre le Maroc et l'Algérie, ont entravé sa réussite.

Annexe 2

Indice de Prospérité

Pays	Indice de Prospérité (2024)	Classement en Afrique	Points Forts Économiques	Défis Économiques
Algérie	40,36	3ème	Ressources en hydrocarbures, bonne gouvernance, diversification économique	Dépendance aux hydrocarbures, chômage
Tunisie	32,25	6ème	Modernisation économique, diversification	Défis socio-économiques, instabilité politique
Maroc	30,02	8ème	Potentiel touristique, agriculture	Chômage des jeunes, dette publique
Mauritanie	25,50	12ème	Ressources minières, potentiel gazier	Faible diversification économique, pauvreté
Libye	20,75	15ème	Ressources pétrolières	Instabilité politique, dépendance au pétrole

Source : Legatum institut

L'indice de prospérité, selon le **Legatum Prosperity Index**, analyse plusieurs piliers pour évaluer la performance des pays. Ces piliers incluent généralement:

1. **L'économie** : Croissance économique, PIB par habitant, revenu national brut (RNB), et niveau d'industrialisation.
2. **La qualité de vie** : Santé, éducation, logement, et accès à l'eau et à l'électricité.
3. **La gouvernance** : Institutions démocratiques, transparence, et niveau de corruption.
4. **Les opportunités sociales** : Libertés individuelles, égalité des genres, et cohésion sociale.
5. **L'environnement des affaires** : Stabilité économique, attractivité pour les investisseurs, et infrastructures.
6. **Les conditions naturelles** : Écologie, ressources naturelles et durabilité.